

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 23 septembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 17
Nombre de votants : 23
Date de la convocation : 15 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)
Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)	

Absents excusés :

M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)
Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Adhésion à la convention de participation proposée par le CDG17 en matière de protection sociale complémentaire pour le risque prévoyance*Ressources humaines*

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de l'obligation des employeurs publics de participer au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025, le Conseil Communautaire a, par délibération n°2024/CC03/45 du 1^{er} avril 2024, décidé de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance organisée par le CDG17. Dans l'attente d'éléments budgétaires en lien avec cette convention, les élus ont mis en place la protection sociale complémentaire des agents à titre individuel par délibération n°2024/CC06/09 du 12 novembre 2024. Cette instauration portait exclusivement sur la procédure de labellisation.

Cependant, force est de constater qu'à date, aucun agent ne bénéficie de la participation employeur et ce, pour deux raisons principales :

- les agents ne bénéficient pas de prévoyance labellisée ;
- la participation employeur, fixée à 20 € brut (délibération du 12 novembre 2024), reste trop faible pour inciter les agents à modifier leur contrat actuel. En effet, passer à un contrat labellisé aurait entraîné une cotisation bien plus élevée, très largement supérieure au montant de la participation, rendant l'opération désavantageuse pour eux.

Une étude de transposition de la participation individuelle vers la convention du CDG17 a donc été reprise.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence organisé par le CDG17, le contrat a été attribué au groupement COLLECTEAM (courtier chargé de la gestion du contrat) / ALLIANZ VIE (assureur porteur du risque) qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse avec les taux suivants :

Garanties	Taux de cotisation TTC
Garanties minimales obligatoires (avec participation employeur)	
Incapacité de travail	0,9
Invalidité permanente	0,65
Décès toutes causes/ PTIA	0,25
Total garanties obligatoires	1,80
Garanties optionnelles à adhésion facultative de l'agent (sans participation employeur)	
Complément incapacité de travail RI CLM-CLD-CGM en plein traitement	0,2
Perte de retraite	0,5
Total garanties facultatives	0,7

En cas d'aggravation de la sinistralité, les cotisations peuvent être majorées, sous réserve de la mise en place d'une négociation sur la base de la proposition de majoration de l'assureur, et dans la limite d'un taux de majoration maximum de 15%.

La convention de participation prendrait effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée maximale de 6 ans, prorogeable 1 an pour motif d'intérêt général.

Cette adhésion aurait pour effet l'approbation de l'accord collectif local du 11 mars 2024 et notamment :

- de rendre obligatoire la souscription de la couverture prévoyance pour les agents éligibles,
- de mettre en place la participation employeur à hauteur de 50% minimum du coût des garanties du panier obligatoire.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2024/CC03/45 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2024, validant le principe de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de gestion de la Charente-Maritime prévoyait de conclure conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- d'approuver l'accord collectif local du 11 mars 2024 ;
- d'adhérer à la convention de participation prévoyance et à son contrat collectif d'assurance proposés par le CDG17 à effet du 1er janvier 2026 ;
- de verser une participation employeur pour le financement des garanties du panier obligatoire de 50% du coût de ces garanties à compter de l'adhésion ;
- d'inscrire au budget les crédits annuels nécessaires au financement de la garantie prévoyance ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 23

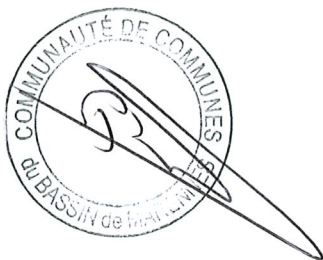
Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président



Le Secrétaire de séance

